MULTICULTURALISME : PASSÉ, PRÉSENT ET AVENIR

Yasmeen Abu-Laban est professeure et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en politique de la citoyenneté et des droits de la personne à l'Université de l'Alberta, et membre du CIFAR (Canadian Institute for Advanced Research).

Le 50e anniversaire du multiculturalisme canadien coïncide avec une pandémie qui a exacerbé le racisme et les inégalités dans le monde. Le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a affirmé en 2020 que la pandémie de la COVID-19 avait déclenché « un tsunami de haine et de xénophobie, de boucs émissaires et d'alarmistes » (Nations Unies 2020). Bien que le déploiement du vaccin dans les pays du Nord ait été considéré comme un succès en avril 2021, on prévoit que les iniquités en matière de vaccination auront un impact sur le Sud pendant des années (Katz et al, 2021).

Cinquante ans de multiculturalisme officiel n'auront pas mis les Canadiens à l'abri du racisme, de la haine et de l'iniquité. Un sondage Angus Reid réalisé en 2020 auprès de Canadiens d'origine chinoise a révélé que 63 % d'entre eux avaient été traités de tous les noms ou insultés pendant la pandémie, que 43 % avaient été menacés et que seulement 13 % estimaient que la population les considérait systématiquement comme des Canadiens (Zeidler, 2020). Il ne fait aucun doute que la pandémie a amplifié les inégalités et les injustices profondément enracinées au Canada, alimentant un « virus de l'inégalité » en matière de santé et de revenus qui a un impact négatif sur les femmes et les minorités racisées (Liaqat, 2021). Les témoignages et les études sont nombreux. Citons notamment l'impact disproportionné de la COVID-19 sur les Philippino-Canadiens qui occupent des emplois jugés essentiels lors de la pandémie et qui vivent dans des foyers multigénérationnels (Bascaramurty et Grant, 2021) ; les taux de mortalité liés à la COVID-19 sont plus élevés dans les quartiers où se trouvent des concentrations de minorités racisées (« visibles ») (Subedi et al, 2020), ainsi que les taux de mortalité plus élevés chez les jeunes immigrants, en particulier chez les hommes (Ng, 2021). Citons également les pertes d'emploi subies en particulier par les femmes racisées (Saba, 2021), et les difficultés au sein de nombreuses communautés des Premières nations ne disposant ni d'eau potable ni d'espace pour pouvoir respecter les recommandations de santé publique relatives au lavage des mains et à l'isolement (Canada, 2021 :3).

À la lumière de ces dures réalités contemporaines, il est pertinent de se demander quelle promesse, le cas échéant, le multiculturalisme représente pour le Canada. Pour répondre à cette question, je vais faire un bilan du passé et une projection vers l'avenir. À l'aube de sa sixième décennie, le multiculturalisme au Canada est loin d'être une politique parfaite. Cependant, il existe un potentiel énorme pour les esprits créatifs – tant dans la société civile qu'au sein du gouvernement – de mettre de l'avant de nouvelles idées et de réponses politiques qui pourraient favoriser des résultats plus équitables, conformes à la promesse du multiculturalisme.

REGARD VERS LE PASSÉ : L'HISTOIRE DU MULTICULTURALISME

Le 8 octobre 1971, le premier ministre Pierre Elliott Trudeau a annoncé une politique de multiculturalisme dans un cadre bilingue anglais-français. Bien qu'il s'agisse d'une politique

essentiellement symbolique, elle a également marqué l'adoption par le Canada d'un modèle de citoyenneté plus inclusif, par rapport à la fondation de l'État canadien moderne en 1867 et à son histoire en tant que colonie de colons blancs (Abu-Laban, 2020). De telles colonies de peuplement sont caractérisées par des relations complexes et inégales en matière de race, d'ethnicité, de classe, de langue, de région, de sexe et d'autres formes de différenciation, en raison de la présence d'une population autochtone préexistante et de vagues d'immigration répétées (Stasiulis et Davis, 1995).

> « Pendant la plus grande partie de l'histoire du Canada, la politique d'immigration était ouvertement discriminatoire sur le plan racial et les politiques et éthiques dominantes mettaient l'accent sur l'angloconformité. »

En tant que « colonie de colons blancs », le Canada a été façonné sur le modèle de la Grande-Bretagne sur les plans politique, économique, culturel, linguistique et même démographique lorsqu'il s'agissait de déterminer qui était considéré comme l'immigrant et le citoyen idéal (Stasiulis et Jhappan, 1995). Par conséquent, pendant la plus grande partie de l'histoire du Canada, la politique d'immigration était ouvertement discriminatoire sur le plan racial et les politiques et éthiques dominantes mettaient l'accent sur l'angloconformité (Abu-Laban, 2014). Cela signifiait que tous les groupes minoritaires – qu'ils soient francophones, autochtones ou immigrants – devaient s'adapter à la culture du groupe dominant d'origine britannique.

Lorsque le Canada a adopté un modèle plus inclusif d'identité, d'appartenance et de citoyenneté par le biais du multiculturalisme, il l'a fait dans la foulée du traumatisme de la Seconde Guerre mondiale. Dans les années 1950 et 1960, de nouvelles demandes sont apparues au sein de la société civile, ainsi que de nouvelles façons de penser, notamment en ce qui concerne le rôle des gouvernements et le traitement des personnes. Au niveau international, on assiste à la montée de la révolution des droits humains. En outre, les mouvements de décolonisation ont connu un certain succès dans les années 1950 (Abu-Laban, 2018).

Au Canada, il n'était plus défendable de conserver une politique d'immigration ouvertement discriminatoire sur le plan racial. En fait, au début des années 1960, et de façon plus décisive avec l'adoption du système de sélection par points en 1967, la discrimination raciale ouverte qui avait régi la politique d'immigration du Canada a été rejetée. Au Canada, comme dans d'autres États, on assiste à la progression de l'État-providence et des soins de santé universels, parallèlement aux revendications des minorités pour une plus grande autonomie et équité. Cela s'est manifesté dans la résurgence du nationalisme québécois au début des années 1960 qui a donné lieu à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Ce phénomène se manifeste dans les revendications et les réactions des Autochtones lors du centenaire du Canada de 1967 et aux aspects assimilateurs du Livre blanc de 1969 (qui traite de la « politique indienne »). Les demandes pour une plus grande équité se sont également manifestées dans les enjeux soulevés par les féministes de la deuxième vague et des groupes comme les Ukraino-Canadiens en Alberta qui estimaient qu'une compréhension biculturelle du Canada ne tenait pas compte de leurs contributions (Abu-Laban, 2018 ; 2020).

Toutes ces revendications de la société civile ont été déterminantes en ce qui a trait à l'émergence d'un autre type de citoyenneté canadienne – une citoyenneté ayant une dimension sociale. De plus, en 1971, lorsque le Canada est devenu le premier pays au monde à adopter une politique fédérale du multiculturalisme dans un cadre bilingue, la citoyenneté canadienne a également pris une dimension multiculturelle ou pluraliste qui dépassait l'ancienne angloconformité pour s'orienter vers un modèle plus inclusif. Cette citoyenneté multiculturelle a permis à des groupes marginalisés comme les femmes et les minorités ethnoculturelles de faire des revendications sur la base de leur citoyenneté canadienne (Abu-Laban, 2014 ; 2018).

> « Ce modèle inclusif et pluraliste de la citoyenneté, de l'identité et de l'appartenance a également été étendu à la loi suprême du pays. »

Ce modèle inclusif et pluraliste de la citoyenneté, de l'identité et de l'appartenance a également été étendu à la loi suprême du pays. La Charte canadienne des droits et libertés établit un équilibre entre le soutien des droits des Canadiens en tant qu'individus et la reconnaissance du patrimoine multiculturel des Canadiens (article 27), et les droits des minorités de langue officielle (articles 16 à 23). De plus, l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982* reconnaît et confirme les droits autochtones existants.

Le multiculturalisme ainsi que ces éléments d'une citoyenneté pluraliste fournissent une base nécessaire à l'appartenance et à la solidarité dans le contexte canadien. Cependant, la pandémie a à la fois mis en lumière et exacerbé les inégalités sociales qui se cachent sous le modèle inclusif de citoyenneté que le Canada a fini par adopter. Ce que la pandémie nous a clairement démontré, c'est que cette base n'est pas suffisante pour résoudre les iniquités et les injustices vécues par des groupes spécifiques, qui ont des racines très profondes dans le fondement historique du Canada en tant que colonie de peuplement.

VERS L'AVENIR : LA PROMESSE DU MULTICULTURALISME

La COVID-19 a clairement intensifié les iniquités relatives aux peuples autochtones, aux immigrants et aux minorités racisées, d'une manière qui comporte des dimensions de classe et de genre. La politique du multiculturalisme au Canada n'a jamais abordé les inégalités socio-économiques et ce n'est que dans les années 1980, suite aux pressions exercées par les minorités racisées, que le racisme a enfin été évoqué. Même alors, sa centralité a varié selon les gouvernements ; par exemple, les conservateurs de Stephen Harper étaient résolument réticents à s'attaquer à l'antiracisme (Abu-Laban, 2014 ; voir aussi Carlaw dans ce volume).

> « Le multiculturalisme peut-il s'enhardir ? En effet, certains indices d'une meilleure compréhension des inégalités, tant au niveau sociétal que politique, ainsi que des exemples de changement, pourraient renforcer le modèle pluraliste de citoyenneté qui sous-tend la politique du multiculturalisme. »

Le multiculturalisme peut-il s'enhardir ? En effet, certains indices d'une meilleure compréhension des inégalités, tant au niveau sociétal que politique, ainsi que des exemples de changement, pourraient renforcer le modèle pluraliste de citoyenneté qui sous-tend la politique du multiculturalisme. Ces nouvelles idées, conversations et façons de penser rappellent ce qui a conduit au multiculturalisme en tout premier lieu.

Tout d'abord, il y a la Commission de vérité et de réconciliation du Canada (CVR), dont les appels à l'action incitent les Canadiens, tous les ordres de gouvernement et les institutions, ainsi que des universités aux musées, à réfléchir à ce qu'un processus continu de réconciliation avec les peuples autochtones peut signifier en termes de pratiques (CVR 2015). Les appels à l'action de 2015 n'ont pas encore été pleinement mis en œuvre. Néanmoins, on constate un changement au sein des établissements d'enseignement, comme les universités, qui est en train de stimuler de nouvelles discussions et de compréhensions trouvant un écho dans la culture populaire. Compte tenu de la fondation historique du Canada en tant que colonie de peuplement, le fait que cela se produise est prometteur pour la remise en question des pratiques profondément enracinées du colonialisme et du racisme systémique. Cela est pertinent pour la réconciliation, ainsi que pour un multiculturalisme plus solidaire.

Deuxièmement, il y a une sensibilisation beaucoup plus prononcée aux inégalités et à la discrimination à caractère racial et à leurs formes quotidiennes en tant que microagressions, ainsi qu'à la façon dont elles peuvent s'entrecroiser avec d'autres formes de différence comme le genre. Avant la pandémie, en 2019, un nouveau secrétariat fédéral de la lutte contre le racisme a été créé, visant à adopter une approche « pangouvernementale » dans l'ensemble des organismes fédéraux en vue d'aborder les répercussions de politiques, de services et de programmes (voir Canada, Patrimoine canadien, 2021 : 13). La stratégie fédérale de lutte contre le racisme pour 2019-2022 reflète les développements dans la société civile. Dans le sillage du meurtre de George Floyd par la police de Minneapolis, il y a eu non seulement des manifestations de soutien à Black Lives Matter, mais aussi une véritable explosion d'intérêt pour l'antiracisme et la justice sociale, ainsi qu'une profonde introspection. À titre d'exemple, cela est indiqué dans les ventes de livres sur l'antiracisme et sur la justice sociale, qui ont bondi de 955 % entre mai et juin 2020. Les commandes en gros de livres sur le thème de l'antiracisme et de la justice sociale par des éducateurs, des organisations à but non lucratif et des entreprises se sont poursuivies au cours de l'année 2020 (CBC Radio, 2021).

Troisièmement, et ce n'est pas le moins important, nous avons tous démontré à quel point nous pouvons changer face à cette pandémie. Il est difficile de trouver une seule institution canadienne – de la famille au gouvernement – qui n'ait pas été touchée par la distanciation sociale et la numérisation. Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale ont entraîné des changements spectaculaires. De même, avec la pandémie, nous vivons un autre moment décisif à l'échelle mondiale, où nous sommes confrontés à des questions de vie ou de mort et où nous devons nous adapter. La pandémie a dévoilé les nombreuses inégalités réelles et décourageantes qui perdurent. Mais nous nous engageons également dans une réflexion et dans des conversations inédites. Par conséquent, les perspectives d'un multiculturalisme plus solidaire et plus équitable s'offrent à nous.

RÉFÉRENCES

Abu-Laban, Yasmeen. 2020. « The Two Canadas as a Story Without an End : Institutional Choices and the State of the Federation (Conclusion Chapter), » in Alain-G. Gagnon and Johanne Poirier (eds.), *Canadian Federalism and the Future*. Montreal and Kingston : McGill Queen's University Press, 2020 :365–386.

Abu-Laban, Yasmeen. 2018. « Recognition, Re-distribution and Solidarity : The Case of Multicultural Canada, » in John-Erik Fossum and Birte Siim (eds.), *Diversity and Contestations Over Nationalism in Europe and Canada*. London : Palgrave Studies in European Sociology : 237–261.

Abu-Laban, Yasmeen. 2014. « Reform by Stealth : The Harper Conservatives and Canadian Multiculturalism, » in Jack Jedwab (ed.)., *The Multiculturalism Question : Debating Identity in 21st Century Canada*. Montreal and Kingston : School of Policy Studies, Queen's University and McGill-Queen's University Press : 149–172.

Bascaramurty, Dakshana and Tania Grant. 2021. « Essential Jobs, Multigenerational Homes : Filipino Canadians Are Bearing a Heavy Brunt of COVID-19. » *The Globe and Mail* (April 5).

Canada, 2021. *What We Heard : Indigenous Peoples and COVID-19 (Supplementary Report for the Chief Public Health Officer of Canada's Report on the State of Public Health in Canada)*. February.

Canada, Canadian Heritage, 2021. *Annual Report on the Operation of the Canadian Multiculturalism Act* 2019–2020 (Building a Better Canada Through Diversity). Her Majesty the Queen in Right of Canada.

CBC Radio. 2021. « 'We Can Hardly Keep Them Stocked' : Why Books by Black Authors Are Flying Off the Shelves. »

Katz, Ingrid, and Rebecca Weintraub, Linda-Gail Bekker and Allan M. Brendt. 2021. « From Vaccine Nationalism to Vaccine Equity : Finding a Path Forward. » *The New England Journal of Medicine* (April 8) 384 :1281–1283. DOI : 10.1056/NEJMp210361

Liaqat, Zara. 2021. « Why COVID-19 is an Inequality Virus » *Policy Options* (30 avril).

Ng, Edward. *COVID-19 Deaths Among Immigrants : Evidence from the Early Months of the Pandemic*. Statistics Canada Catalogue no 48-28-0001 (9 juin).

Stasiulis, Daiva and Nira Yuval-Davis. 1995. « Introduction : Beyond Dichotomies – Gender, Race, Ethnicity and Class in Settler Societies, » in Daiva Stasiulis and Nira Yuval-Davis (Eds.), *Unsettling Settler Societies : Articulations of Gender, Race, Ethnicity and Class*. London, Sage : 1–38.

Stasiulis, Daiva, and Radha Jhappan. 1995. « The Fractious Politics of a Settler Society : Canada, » in Daiva Stasiulis and Nira Yuval-Davis, eds., *Unsettling Settler Societies : Articulations of Gender, Race, Ethnicity, and Class*. London : Sage : 95–131.

Saba, Rosa. 2021. « More than 200,000 Canadian Women Are Now Long-term Unemployed – How Will We Find Them Jobs ? » *The Toronto Star* (4 mars).

Subedi, Rajendra, Lawson Greenberg and Martin Turcotte. 2020. *COVID-19 Mortality Rates in Canada's Ethno-cultural Neighbourhoods*. Statistics Canada Catalogue No. 4,528,001 (28 octobre).

Truth and Reconciliation Commission of Canada (TRC). 2015. « Truth and Reconciliation Commission of Canada : Calls to Action ». Winnipeg : Truth and Reconciliation Commission of Canada.

United Nations, 2020. « Secretary-General Denounces "Tsunami" of Xenophobia Unleased Amid COVID-19, Calling for an All-Out Effort Against Hate Speech. » (8 mai).

Zeidler, Maryse. 2020. « New Poll Reveals Chinese-Canadians Experiences with Racism. » *CBC News* (22 juin).